



lundi 9 avril 2018

SNCF, Carrefour, la Poste, hôpitaux, Air France, universités... et pourquoi pas une grève générale !

Décidément, malgré ses postures, le gouvernement Macron n'en mène pas large. Trop de colères, dans pratiquement tous les secteurs, lesquelles sur le fond rejoignent celle des cheminots, aussi bien en matière de baisse de moyens, d'effectifs, de salaires que de conditions de travail. Alors, pour « gagner la bataille de l'opinion », comme disent les médias, Macron a raclé les fonds de tiroirs : il a appelé à la rescousse Nicolas Hulot, lequel s'est payé le ridicule et la bassesse de plaider la cause gouvernementale dans le Journal du Dimanche... pendant que le gouvernement envoyait 2 500 gendarmes et autres militaires investir la ZAD de Notre-Dame-des-Landes pour en déloger 100 cultivateurs écologues qui y font pousser des légumes et y fabriquent leur pain depuis 9 ans !

La semaine dernière, Macron a rencontré quelques déboires à Rouen, arrivé sous les huées et les sifflets d'un comité d'accueil composé de cheminots, d'agents municipaux, de retraités et d'étudiants, puis des personnels hospitaliers du CHU. Tout ce qu'il a trouvé à expliquer, c'est qu'il « n'y a pas d'argent magique », selon lui... Son arrogance s'est encore illustrée le soir même à Saint-Denis, où il est venu écouter un concert privé dans la très chic école de la Légion d'Honneur, en refusant de venir écouter parents, professeurs et lycéens de Seine-Saint-Denis qui l'attendaient. Là non plus, les moyens supplémentaires indispensables aux banlieues démunies ne sont pas d'actualité pour le gouvernement.

La population n'est pas dupe

Ce gouvernement au service des plus riches, pour lesquels l'« argent magique » coule à flot, mécontente toujours plus les salariés et leurs familles. En complet décalage, volontaire et assumé, il affiche son mépris pour ce que nous affrontons au quotidien, tout comme il affiche son mépris pour les grévistes de la SNCF et des autres secteurs actuellement en lutte.

Il prétend que la fin du statut cheminot améliorerait la qualité du transport ferroviaire, mais la population n'est pas dupe. Ce qu'il faut, au lieu de s'en prendre aux salariés, c'est investir dans l'ensemble des services publics, faire les travaux d'entretien nécessaires, recruter du personnel, dans les transports, la santé, l'éducation, entre autres.

Le mouvement de grève très massif à la SNCF rencontre bien des sympathies et pourrait rallier d'autres luttes actuellement en cours : dans les Ehpad (maisons de retraite médicalisées), les hôpitaux, les bureaux de poste, les déchetteries, les universités, à Air France, Carrefour... Cette crainte de voir les luttes s'étendre et converger est bien présente à l'esprit du gouvernement.

Tous ensemble, notre seul moyen de gagner

L'inquiétude de Macron pourrait bien se concrétiser du côté des étudiants, dont les assemblées générales ont passé un cap la semaine passée. À l'université de Nanterre, où s'est tenue une coordination nationale des facs en lutte ce week-end, malgré l'interdiction de la présidence, les CRS ont déboulé lundi pour tenter d'évacuer les étudiants. Des matraques contre une jeunesse qui rêve d'un autre avenir que le chômage et les boulots précaires, c'est la seule perspective de ce gouvernement.

Oui, l'heure est à la convergence des luttes, des revendications de salaire et d'embauches massives pour en finir avec des conditions de travail pourries. Une convergence débouchant sur une grève générale qui serait la seule chose que Macron et ses donneurs d'ordre du patronat n'auraient pas volée.

Non seulement cette grève générale est aujourd'hui possible, mais elle représente en réalité la seule peur du gouvernement, et pour le camp des salariés, notre seul moyen de gagner.

Marre du mépris et des secrets de Polichinelle

Suite à l'annonce en CE qu'un projet de construction d'un nouvel hôpital sur le site de l'usine serait à l'étude, des AG sur les trois équipes ont réuni une cinquantaine de salariés en fin de semaine dernière. Nous devons en effet leur demander des comptes sans relâche, nous avons le droit d'être informés de notre avenir, et autrement que par un article de journal qui circule parmi nous.

Toute la vérité

En CE, le courrier de l'AP-HP que la direction de l'usine a reçu le 23 mars a été présenté sous forme de PowerPoint aux élus, avec interdiction d'en faire des photos pour l'ensemble des salariés. Voilà qui n'est pas très transparent, et bien à l'image de ce que fait la direction depuis qu'elle a lâché son expression de « décroissance pilotée » : qu'ont-ils à nous cacher ? Toutes les informations concernant l'avenir de notre usine doivent être portée à notre connaissance.

Le moment d'agir et de réagir

Le calendrier prévisionnel des séances supplémentaires obligatoires pour tout le mois de mai a été annoncé par la direction. Nous avons l'épée de Damoclès de la fermeture au dessus de la tête, mais il faut continuer à enchaîner les Cmod comme si de rien n'était... PSA a besoin de la production de Saint-Ouen ? Sans être de grands stratèges, certaines conclusions s'imposent.

Rire jaune et voir rouge

En ce moment, les blagues fusent entre collègues, sur le fait qu'Altédia s'occupe de tout et va nous trouver un nouveau poste dans ce fameux hôpital, sans oublier le petit passage par le secteur du BTP, le temps qu'il soit construit. C'est normal de chercher à détendre un peu l'atmosphère, qui n'est vraiment joyeuse pour aucun d'entre nous. Mais sans oublier que tous ensemble, nous avons les moyens -et le temps- d'en faire voir de toutes les couleurs à PSA.

La prime au licencié

Pendant que nous devons accomplir dans les temps les démarches pour toucher la prime d'intéressement de 2 400 euros pour les plus bas salaires (et attention, une simple rature sur le formulaire, et voilà la prime bloquée pendant cinq ans!) Tavares, lui, se goinfre avec une prime d'un million d'euros, qui lui permet de voir sa rémunération annuelle grimper à 6,7 millions d'euros. Les actionnaires le récompensent du rachat d'Opel, et du futur plan de milliers de licenciements qu'il prévoit d'y mener.

Un bain de sang... « tout en retenue » ?

Depuis le 30 mars, des milliers de Palestiniens de la bande de Gaza organisent chaque vendredi des marches de protestation le long de la frontière israélienne contre le blocus dont est victime la population. L'armée israélienne a ouvert le feu sur ces rassemblements pacifiques. En deux semaines, 28 personnes ont été tuées et des centaines blessées.

Le gouvernement israélien loue la « retenue » de ses snipers... Une sanglante « retenue » avec laquelle l'État d'Israël, qui se targue d'être la « seule démocratie du Proche-Orient », assiège la population de Gaza depuis 10 ans.

Carrefour, une grève qui a supermarché

Samedi 31 mars, près de 20 000 salariés de Carrefour se sont mis en grève. Sur fond de menace de 2 400 suppressions d'emplois, le montant de la prime d'intéressement a mis le feu aux poudres : 57 €, à comparer aux plus de 350 millions versés en dividendes aux actionnaires. Face à la colère, la direction a relevé la prime à 407 €, mais rien n'y a fait.

Suite à cette grève, la direction annonce ajouter une prime de 150 €... mais en bons d'achat valables uniquement à Carrefour ! Manière de rester gagnant même en reculant devant la mobilisation collective ? Pas sûr que les salariés, appelés de nouveau à se mobiliser le 13 avril, l'entendent de cette oreille.

Grande cause du quinquennat ?

Peu après son élection, Macron avait fait de la lutte contre les violences faites aux femmes sa « grande cause ». Un an après, rien n'a changé pour les plus de 300 000 femmes victimes chaque année de violences conjugales, viols ou tentatives de viol. Au contraire, les associations de soutien subissent, comme toutes les autres, la suppression des contrats aidés et le rabaillage des subventions.

Bref, pour la grande cause, c'est cause toujours.

Les chômeurs pris pour cible

Le gouvernement a annoncé que les conditions d'indemnisation des chômeurs pourront être modifiées par décret. Auparavant elles résultaient de discussions entre représentants patronaux et salariés (déjà pas idéal en l'absence de rapport de forces en notre faveur). L'objectif est de diminuer le plus rapidement possible les droits auxquels peuvent prétendre les chômeurs.

Décidément, ce gouvernement aime édicter ses lois sans discussion... même quand ceux qui discutent sont aux ordres. Jupiter pourrait bien à ce rythme déclencher la foudre de tous les travailleurs, avec ou sans emploi.